



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

Mise en œuvre du dispositif d'expérimentation prévu par la loi relative à l'énergie et au climat

Date de la contribution : 02/03/2020

Question 1 : Avez-vous des observations sur les critères d'éligibilité envisagés par la CRE ?

Les dérogations sont temporaires, elles sont accordées pour une durée maximale de quatre ans, renouvelables une fois au plus pour la même durée et dans les mêmes conditions que la dérogation initialement accordée. La FNCCR observe que cette durée permet difficilement d'amortir des équipements lourds qui ne sont utilisés que durant de courtes périodes dans l'année mais doivent rester à la disposition du réseau. La FNCCR demande que la CRE veille à ce qu'un panel exhaustif des solutions puisse être expérimenté.

Il est inscrit dans le texte de la consultation que « dans certains cas, les gestionnaires de réseaux de transport (GRT), les gestionnaires de réseaux de distribution (GRD) ou les autorités organisatrices de la distribution d'énergie (AODE) sont associés aux expérimentations ».

Afin de mieux appréhender « les bénéfices pour la collectivité si la solution était déployée à terme », la FNCCR considère qu'il convient d'associer dès le démarrage de la consultation les AODE et GRD afin d'initier les expérimentations sur des zones en contraintes, d'avoir une analyse partagée de la situation initiale et de suivre les résultats apportés par la solution.

Enfin, la FNCCR souhaite rappeler que les décisions et modalités de fin d'expérimentation ainsi que le devenir des installations devront se décider en concertation avec les AODE concernées.

Question 2 : Avez-vous des observations sur la procédure envisagée par la CRE ?

La FNCCR considère que pour que le guichet soit le plus large possible, il serait nécessaire de ne pas inclure les périodes liées au renouvellement des instances municipales voire syndicales. A ce titre, la période de candidature pourrait soit être élargie, soit légèrement décalée.

Question 3 : Avez-vous des observations sur le contenu du dossier de candidature envisagé par la CRE ?

La FNCCR souhaite que le rappel au RGPD et à la possible secrétisation des données soit bien rappelé dans la procédure.

La FNCCR observe que les collectivités, contrairement aux entreprises, ne sont pas expressément mentionnées comme porteurs de projets potentiels.

La FNCCR souhaiterait que soient également rappeler les obligations relatives à « l'information des utilisateurs finals concernant le caractère expérimental de l'activité ou du service concerné ainsi qu'aux modalités de mise en



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

conformité, à l'issue de l'expérimentation, avec les obligations auxquelles il a été dérogé. »

Question 4 : Avez-vous des observations sur le suivi des expérimentations envisagé par la CRE ?

Afin d'assurer le bon équilibre du réseau, il est impératif que les AODE puissent être informés et soient associées aux comités de suivi et d'analyse des projets sur les parties des réseaux des installations leur appartenant et sur les parties ayant un impact sur celles-ci.

Question 5 : Voyez-vous d'autres modalités de mise en œuvre qu'il serait nécessaire de préciser ?

La FNCCR s'interroge sur le fait de savoir si les réponses nécessitent de mettre en place des partenariats spécifiques ? Si oui, il serait important de le préciser.

Concernant les modalités de suivi, d'évaluation des projets et de partage des informations, la FNCCR considère que ces points importants méritent d'être mieux précisées en termes de calendrier, de modalité d'analyse et d'envoi, de partage d'informations entre les différentes parties prenantes et acteurs dans le respect de la protection des données.